



Gouvernance responsable des régimes fonciers

Bragança, Portugal
29 septembre – 1 octobre

Résumés

FONCIMED 2016

ISBN 978-972-745-215-6

Organizador: Orlando Rodrigues

<http://hdl.handle.net/10198/11264>

Index

Conférence inaugurale

Enjeux pour la gouvernance foncière en Méditerranée: sécurité foncière et conflictualité	5
---	----------

Thierry Kirat

Directeur de recherche au CNRS (Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales, Université Paris-Dauphine/Paris Sciences et Lettres Research University)

Thème I – Gouvernance responsable des territoires indivis et/ou à statut incertain	
Les terres domaniales tunisiennes entre l'efficacité économique et les revendications sociales	6

Mohamed Elloumi¹, Abdallah Ben Saad¹

Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie

Modes d'exploitation des parcours steppiques et systèmes de location du capital fourrager. Cas des communes d'El-Gueddid et Zaafrane –Wilaya de Djelfa – Algérie	7
---	----------

Souhila Fodil¹, Mélanie Requier¹

¹CIHEAM-IAMM Montpellier

Les effets de la privatisation des terres collectives sur les stratégies d'adaptation et d'occupation de l'espace dans la campagne tunisienne: cas de Bled'amra-GAFSA, Sud tunisien	8
--	----------

Abdallah Ben Saad¹, Gisèle Vianey², Anne-Marie Frerot²

¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Université de Tours

Terrains communaux à Trás-os-Montes: de la production forestière, à la valorisation des ressources naturelles et du paysage	9
--	----------

Sílvia Nobre

Instituto Politécnico de Bragança

Ressources forestières et biens communs. La propriété en commun n'est-elle plus efficace?	9
--	----------

Orlando Rodrigues

Instituto Politécnico de Bragança

Land access and transhumance in Greece: economic aspects and social conflicts	10
--	-----------

Ragkos Athanasios¹, Koutsou Stavriani¹, Karatassiou Maria², Lagka Vasiliki¹

¹ Alexander Technological Educational Institute of Thessaloniki, ²Aristotle University of Thessaloniki

Le dispositif de protection des terres agricoles en Algérie	13
--	-----------

Abdelmalek Ahmed Ali

Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

Thème II – Zones sous pression urbanistique et grands projets	
L'urbanisation des terres agricoles en Algérie	14

Khalida Abdiche¹, Fatiha-Lila Baouche¹

¹ Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

Gouvernance des espaces agricoles périurbains en Algérie Défis et stratégies des acteurs. Cas de Skikda et sa région.	15
--	-----------

Ahmed Bousmaha

Université d'Oum El Bouaghi (Algérie)

Evictions agricoles et opérations d'aménagement en France: recherche de compromis locaux entre indemnisation et compensation	16
---	-----------

Roman Melot

INRA, France

De l'«horto-pastoralisme» aux «jardiniers du paysage»: stratégies territoriales des éleveurs corses et sardes	16
--	-----------

Pauline Vilain-Carlotti

LADYSS - Université Paris 8

Good governance of land use in natura 2000 area in central Greece: a GIS-based multi-criteria analysis with AHP and cost-benefit analysis	17
--	-----------

Chrysafo-Anna Chatzipetrou¹, Claude Napoléone²

¹ University of Thessaly, Department of Agriculture Crop Production and Rural Development, Volos, ² INRA Eco-developpement UR0767, INRA Domaine Saint-Paul, Avignon

Déprise agricole, pression urbaine sur le foncier agricole et paupérisation des oasis. Cas des oasis du grand Gabès, Sud tunisien	20
--	-----------

Abdallah Ben Saad¹, Mohamed Elloumi¹, Jean Christophe Paoli²

¹ Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie, ² Institut National de la Recherche Agronomique de Corte

Reconcile Food Production and Biodiversity Protection at the Regional Scale	21
--	-----------

Claire Pellegrin¹, Claude Napoléone¹, Rodolphe Sabatier²

¹ INRA, SAD, Ecodeveloppement, ² INRA, AgroParisTech, SAD'APT

Flexibilités développées par les agro-pasteurs pour accéder au foncier dans un contexte d'incertitudes. Cas de la communauté des Ouled M'Hani (El-Guedid-Djelfa-Algérie)	21
---	-----------

Mohamed Kanoun¹, Johann Huguenin², Hacène Ikhlef³, Amel Meguellati-Kanoun¹

¹ INRA Algérie, ² CIRAD France, ³ ENSA EL-HARRACH

Thème III – Gouvernance foncière responsable et conflits sociaux et environnementaux	
The ecological problem as a real problem	23

Alda Matos¹, Paula Cabo¹, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes¹

¹Instituto Politécnico de Bragança

Le secteur de la réforme agraire au Maroc: de la redistribution conditionnée de la terre à la restructuration de son mode d'attribution	24
--	-----------

Aissam Zine-Dine

Faculté de droit –Meknes, Maroc

Two decades of organic farming in Portugal	26
---	-----------

Alda Matos¹, Paula Cabo¹, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes¹

¹Instituto Politécnico de Bragança

Politiques foncières et dynamiques pastorales: retour sur l'application de la loi Italienne des fermages de 1971 en Sardaigne	27
--	-----------

Jean Christophe Paoli

Institut National de la Recherche Agronomique de Corte

Perception de la nouvelle loi foncière (10-03) par les agriculteurs?	28
---	-----------

Bouchaib Faouzi

Université Blida, Algérie

The change in the use and exploit of common lands through three generations	29
--	-----------

Alda Matos¹, Paula Cabo¹, Maria Isabel Ribeiro¹, António Fernandes²

¹Instituto Politécnico de Bragança

PROGRAMME	30
------------------	-----------

Terrains communaux à Trás-os-Montes: de la production forestière, à la valorisation des ressources naturelles et du paysage

Sílvia Nobre

Instituto Politécnico de Bragança

La production forestière, la valorisation des ressources naturelles et du paysage à l'heure actuelle sont également de nouvelles façons pertinentes d'utiliser ces espaces résultant de ses ressources, la valeur naturelle et paysagère

Tout au long de la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, les terrains communaux au Portugal ont connu différents moments (Rodrigues, 2009) :

- Jusqu'à la fin des années 50 du XX^{ème} siècle il y avait une utilisation intense de ces terrains, car les communautés des villages les utilisaient comme une extension de ses exploitations agricoles.
- A partir des années 60, l'État a pris en main la gestion de ces terrains. L'intervention de l'État visait y faire des plantations forestières et ils ne pouvaient plus être utilisés par les résidents (agriculteurs) aux villages.
- Après 1974 les terrains communaux ont été dévolus aux populations des villages.

La forêt des terrains communaux a eu différents rôles dans chaque période. Après 74 elle est la principale source de revenu, mais actuellement sont aussi importantes autres activités dans ces espaces, par l'utilisation de différents ressources naturelles ainsi que par la valeur naturelle du paysage.

Dans cette communication, en analysant un cas concret à Trás-os-Montes, nous allons mettre en évidence des nouvelles formes de gestion de ces territoires face à la nouvelle législation, ainsi qu'exposer les principales opportunités et contraintes qui se présente.

Ressources forestières et biens communs. La propriété en commun n'est-elle plus efficiente?

Orlando Rodrigues

Instituto Politécnico de Bragança

Cadre théorique et contextualisation du problème

Une forme assez répandue d'occupation et d'utilisation du territoire, surtout dans de régions de montagne en Europe, mais aussi dans d'autres réalités – les communautés de village -, combinait normalement des régimes de propriété privée de la terre avec la propriété en commun (les communaux). Ces régimes de propriété ont été historiquement à plusieurs reprises mis en cause, censés d'être inefficients. Pourtant, ils subsistent encore, ou sont même réinvités sur des nouvelles formes, même dans des contextes urbains.

Cette présumée inefficience est l'objet de deux grands débats théoriques. D'un côté la question de la dilapidation des ressources et de la capacité du régime de propriété en commun assurer à long terme un flux soutenu de bénéfices privés (Hardin 1968; Ostrom 1990) et, de l'autre, la capacité de l'ensemble de droits de propriété, et la façon comme ils sont gérés, assurer, ou pas, l'optimum social, soit par la voie du marché, soit par la voie des dispositifs de régulation (Pigou 1932; Coase 1960). Dans ce dernier, cas le problème se pose, surtout, autour des biens publics de nature environnemental (paysage, biodiversité, pollution des bassins hydrographiques, etc) et de la différente capacité de chacun de ces régimes les produire.

La grande quantité de travaux qu'ont été menés dans le cadre de ces débats fondateurs (p.e. Bromley; 1992; German, 2010; McKean and Ostrom, 1990; Brouwer, 1995) montrent qu'au-delà des types discrets des régimes de propriété (privée, un commun, de l'Etat) se configure un continuum d'ensemble de droits et des solutions de gestion.

Problème de la recherche et principaux objectifs du travail

Au Portugal le débat politique sur ce thème, autour des *Baldios*, se maintient très vif, même si ces superficies n'ont plus une grande importance territoriale: certains soutiennent que ces formes de propriété sont archaïques, inefficientes et non productives, d'autres que c'est la forme qui permet d'obtenir les plus de bénéfices sociaux.

Dans cette communication nous voulons discuter, dans le cadre des théories des droits de propriété, les différentes formes hybrides de gestion de ces ressources qui se mettent en place et, en nous basant sur d'autres résultats de recherche, évaluer comment elles se positionnent face à la maximisation des bénéfices sociaux et privés.

Méthodologie et techniques utilisées

Pour caractériser les différentes formes de gestion des *baldios*, nous prendrons les résultats d'une enquête aux structures de gestion des *baldios* réalisé il y a 15 ans, et actualisé au moment actuelle, lequel nous croiserons avec des

donnés de risques d'incendie et de l'état de la forêt.

Principales conclusions

Les résultats montrent que de formes hybrides de gestion de la propriété en commun, avec une participation importante des communautés locales, sont les plus efficaces à contrôler les risques de dégradation de la ressource, bien comme celles qui permettent obtenir le plus de bénéfices sociaux. Cependant, les structures institutionnelles qui les supportent sont complexes et difficiles à maintenir, comportant un risque important de passer à la situation d'abandon.

Références

- Bromley, D.W., Feeny, D., McKean, M.A., Peters, P., Gilles, J.L., Oaker-son, R.J., Runge, C.F. y Thomson, J.T., eds. (1992). *Making the commons work: theory, practice, and policy*. San Francisco, EE.UU., Institute for Contemporary Studies Press.
- Brouwer R. (1995). Baldios and common property resource management in Portugal. *UNASYLVA An international journal of forestry and forest industries*. Vol. 46/1
- Coase, R. (1960). The problem of social cost. *J Law Economics*, 3: 1 - 44.
- German, L.; Keeler, A. (2010). Hybrid institutions: Applications of common property theory beyond discrete property regimes. *International Journal of the Commons*, 4(1): 571-596
- Hardin, G (1968). The tragedy of the commons. *Science* 162: 1243-1248.
- M. McKean and E. Ostrom (1995). Common property regimes in the forest: just a relic from the past?. *UNASYLVA An international journal of forestry and forest industries*. Vol. 46/1
- Ostrom, E, (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Pigou, A.. *The economics of welfare*. 4th ed. London: Macmillan and Co. 1932

Land access and transhumance in Greece: economic aspects and social conflicts

Ragkos Athanasios¹, Koutsou Stavriani¹, Karatas-siou Maria², Lagka Vasiliki¹

¹ Alexander Technological Educational Institute of Thessaloniki, ²Aristotle University of Thessaloniki

The management of common lands, which basically determines land access, has always been an issue of importance for the economy and social cohesion of rural areas. Changing political and social circumstances define the context within which common land management is decided, influencing the sustainability of rural transformations to a great extent. Either public or private, rangelands constitute a form of common land of major importance for mountainous rural societies; especially in Greece, the system of rangeland allocation is unique for Europe and only resembles to some Asian countries, as all rangelands are owned by the State and Regional Services decide their allocation. This context is also highly relevant to the operation of the transhumant system

Nowadays the role of transhumance is still important, despite the transformations which affected it in the 20th century and it is still practiced throughout the country, providing income and employment to more than 4,500 families. The system involves both sheep and goat and bovine transhumance. According to processed official data, the former type involves 3,051 in the mainland, and there is a large number of transhumant farms on the islands performing small local movements, which renders an estimated 3,700 farms a reasonable approximation. Bovine transhumance accounts for 607 farms rearing bovine which are mainly concentrated in mainland Greece, especially in the Northern and Central part (Ragkos et al., 2013). T

The transhumant system plays important socio-economic roles in the country. Combined with its contribution to the production of location-specific products, tacit knowledge and its numerous environmental functions, transhumance is a paradigm of a multifunctional production system whose continuation entails benefits for rural and urban societies. Despite its important resilience through harsh conditions, modern transhumance witnesses problems of social conflicts linked to land access, competition with other activities and the modernization process of the sector. The purpose of this paper is to provide a critical presentation of these development obstacles based on on-site research during the 2012-2015 period.

Social conflicts linked to land access mainly stem from the rangeland allocation system among livestock farmers (transhumant or sedentary), which prioritizes local farmers, who pay an annual premium to the Municipality, calculated per grazing animal. After securing the access of locals to rangelands, the remaining acreage is available to other interested farmers, which participate in auctions, where the person registering the highest bid is awarded the area; up to recently these auctions were held every year but actually farmers are entitled to keep the area for a longer period. And although this system favours the locals, it is the cause of two serious problems, causing conflicts among potential land users. First,